

RG n°91-15-000050

Monsieur P.

CI

Fournisseur Y

Extrait des Minutes du Secretariat-Greffe
Du Tribunal d'Instance de RODEZ (Aveyron)

JUGEMENT DU 25 Juin 2015
JURIDICTION DE PROXIMITE DE RODEZ

DEMANDEUR :

Monsieur P.
demeurant XXXX
représenté par Madame S., munie d'un mandat écrit

DEFENDEUR :

Fournisseur Y
Adresse : XXXX
représenté par Madame D., munie d'un mandat écrit

COMPOSITION DU TRIBUNAL :

Juge de Proximité : Geneviève BOUSSIÈRE
Greffier : Muriel SAUVESTRE

DEBATS :

Audience publique du : 28 mai 2015

DECISION :

contradictoire, en dernier ressort, prononcée publiquement le 25 Juin 2015 par Geneviève BOUSSIÈRE Juge de proximité, assistée de Muriel SAUVESTRE Greffier.

Copie exécutoire délivrée le : 25/06/2015
à : Monsieur P.

EXPOSE DU LITIGE

Faits :

En avril 2012, Monsieur P. a souscrit avec le fournisseur Y un contrat de fourniture d'électricité avec option heures pleines et heures creuses. Pour mieux évaluer sa consommation future, Monsieur P. a transmis au fournisseur Y l'attestation du Consuel reprenant l'ensemble des travaux effectués et des appareils électriques du logement.

La relève du compteur est prévue deux fois par an en mai et en novembre, le compteur étant d'accès libre. Afin de mieux maîtriser le coût, Monsieur P. a choisi de régler ses dépenses d'énergie par prélèvements mensuels. La consommation annuelle devant être régularisée chaque année avec la facture de juin.

Le 19 juillet 2012, les services du fournisseur Y ont évalué la consommation d'énergie de Monsieur P. à 49 euros par mois et lui ont adressé le calendrier des paiements.

Le distributeur A. – chargé des relevés – a relevé en juin 2013 les index du compteur de Monsieur P. mais le fournisseur Y. n'a pas pris en compte ce relevé.

La facture de régularisation du 18 juin 2013 a été effectuée sur un montant estimé, et le fournisseur Y. a repris la mensualisation sur la base de 47,49 euros.

Le 25 juin 2014, la facture de régularisation effectuée sur relevé est émise pour 2 103,25 euros, à payer avant le 10 juillet 2014. Un nouveau calendrier de paiement est alors émis à hauteur de 162,21 euros par mois.

Le 28 juillet 2014, par pli recommandé, Monsieur P. a fait part au fournisseur Y. de sa réclamation pour cette somme importante, qu'il considère due aux négligences et à un cumul d'erreurs du fournisseur d'énergie.

De nombreux courriers ont été échangés entre Monsieur P. et le fournisseur Y. qui lui a proposé un échelonnement de la somme due sur 6 mois, puis sur 24 mois et un geste commercial de 210 euros. Monsieur P. a saisi le 23 octobre 2014 le Médiateur national de l'énergie au sujet de ce litige avec le fournisseur Y. et le distributeur A.

Le 4 mars 2015, le Médiateur a conclu en recommandant au fournisseur Y. de prendre à sa charge la consommation non facturée en 2013, à titre de dédommagement, et de mettre en place, contractuellement, un plan de paiement échelonné.

Par courrier du 11 mars 2015, le fournisseur Y., déclarant clôturer par là ce litige, a indiqué qu'il ne prendrait pas à sa charge la consommation de 2013, confirmant la mise en place d'un échelonnement de paiement en 24 échéances.

Pour faire valoir sa demande, Monsieur P. s'est donc vu contraint de saisir la présente juridiction.

Procédure :

Par déclaration au greffe reçue le 17 avril 2015, Monsieur P. sollicite la condamnation du fournisseur Y. à réparer son préjudice par paiement de la somme de 2 103,25 euros. A défaut, il demande la prise en charge de la moitié de cette somme, le solde restant devant être réglé en vingt-quatre mensualités.

Les parties ont été convoquées à la diligence du greffe à l'audience du 28 mai 2015, puis l'affaire a été mise en délibéré pour être rendue par mise à disposition au greffe ce jour.

Prétentions :

Monsieur P. est représenté par Madame S. munie d'un pouvoir.

Sur l'audience, il réitère les demandes et explications de son action introductive d'instance.

Il déclare avoir subi un préjudice puisque la mensualisation choisie devait lui permettre de lisser sa consommation d'énergie et de mieux la maîtriser. Il explique que c'est la somme des négligences du fournisseur Y. qui lui a causé ce préjudice chiffré à 2 103,25 euros. Cette somme concerne la consommation

d'énergie de son logement entre mai 2012 et juin 2013 pour laquelle il n'a disposé que d'estimations erronées.

Monsieur P. avait fourni au fournisseur Y. tous les renseignements nécessaires (attestation Consuel reprenant l'ensemble des travaux effectués et des appareils électriques du logement), ce qui n'a pas empêché le fournisseur Y. de sous-évaluer sa consommation d'énergie en éditant un calendrier de paiements de 49 euros par mois. En 2013, le relevé des index par le distributeur A. n'a pas été transmis au fournisseur Y. et un calendrier de paiement a été émis à nouveau sur de mauvaises bases (47,49 euros/mois).

Au mauvais choix par le fournisseur Y. de ce forfait mensuel, s'est ajouté le non-relevé des consommations pendant plus d'un an, en totale contradiction avec les dispositions légales.

Il sollicite la condamnation du fournisseur Y. à lui payer la somme de 2 103,25 euros.

A défaut, il demande au tribunal de condamner le fournisseur Y. à lui payer la somme de 1051,62 euros et sollicite des délais de paiement pour le solde restant dû du même montant. Il est seul à travailler, sa compagne étant sans emploi.

Il explique que cette solution est celle recommandée par le Médiateur national de l'énergie.

Le fournisseur Y. est représenté par Madame XXXX, dûment habilitée par pouvoir spécial.

Le fournisseur Y. ne conteste pas la sous-évaluation de la consommation du logement de Monsieur P., ni le choix réitéré du mauvais forfait de prélèvement mensuel.

Le fournisseur rappelle que c'est au client de s'assurer de l'adéquation du tarif souscrit en cas de mauvaise évaluation ou d'évolution de sa consommation.

Le fournisseur Y. déclare que le relevé est bien la consommation réelle de Monsieur P. effectuée dans son logement. Outre un geste commercial de 210 euros, Le fournisseur Y. propose la mise en place d'un échelonnement de la dette sur 24 mois.

Le fournisseur Y. demande au tribunal de débouter Monsieur P. de ses demandes et de le condamner à la somme de 150 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile et aux entiers dépens.

MOTIVATIONS :

Eu égard au mode de délivrance de la citation et au montant de la demande, le présent jugement contradictoire sera rendu en dernier ressort par application des articles 467 du code de procédure civile et R 231-3 du code de l'organisation judiciaire.

Sur la demande principale :

Dans un souci de maîtrise de ses dépenses d'énergie, Monsieur P. a opté pour un paiement par prélèvement mensuel sur son compte bancaire de sa consommation d'électricité.

Il a préalablement transmis au fournisseur Y. les renseignements et documents nécessaires pour que celui-ci évalue sa future consommation.

Or le fournisseur Y. a fixé le prélèvement mensuel à un faible montant (49 euros), cette erreur étant reconduite pour une deuxième année (47 euros). Sur l'audience, la représentante du fournisseur Y. a reconnu cette sous-évaluation.

Pendant deux ans, le fournisseur Y. ne s'est pas soucié du relevé des index du compteur de Monsieur P., alors que les dispositions de l'article L 121-91 du code de la consommation lui en font obligation.

Monsieur P., qui ne conteste pas la cohérence de sa consommation, mais qui fait état de sa situation de simple consommateur « lambda », s'est trouvé en difficulté financière pour régler cette facture de régularisation. Sa compagne est au chômage.

L'offre d'un échelonnement des paiements primitivement proposé sur 6 mois, le refus d'appliquer les recommandations du Médiateur national de l'énergie, l'octroi d'une somme de 210 euros à titre commercial, soit 10 % de la facture en cause, à titre de dédommagement, ne sont pas à la hauteur du préjudice subi par Monsieur P.

Au visa du comportement et de la négligence du fournisseur Y, de son manque de vigilance, de son manque de conseil et- finalement- de son manque de compétence pour étudier un dossier de souscription de contrat où le client souhaitait vraiment se comporter en consommateur responsable, la juridiction de proximité fera droit à la demande en dédommagement de Monsieur P.

Le fournisseur Y. sera condamné à payer à Monsieur P. la somme de 1 051,62 euros en réparation de son préjudice, montant préconisé par le Médiateur national de l'énergie.

Par application des dispositions de l'article 1244-1 du code civil, la juridiction de proximité autorise Monsieur P. à se libérer du solde de sa dette (1.052,62euros) en 24 mensualités.

Sur les autres demandes :

Toutes les autres demandes des parties seront rejetées. Les dépens suivront le sort du principal.

PAR CES MOTIFS :

La juridiction de proximité de RODEZ, statuant publiquement par jugement contradictoire et en dernier ressort,

FIXE le préjudice de Monsieur P. à la somme de mille cinquante et un euros et soixante-deux centimes (1 051,62 euros) et **CONDAMNE le fournisseur Y.** à lui payer cette somme de mille cinquante et un euros et soixante-deux centimes (1 051,62 euros) en réparation.

ACCORDE à Monsieur P. la faculté de s'acquitter de la somme restant due de mille cinquante et un euros et soixante-deux centimes (1 051,62 euros) par 24 versements mensuels de quarante-quatre euros (44 euros), le dernier étant à parfaire du solde de la dette.

DIT que les versements devront intervenir le 10 de chaque mois, le premier le 10 du mois suivant la signification de la présente décision.

DIT qu'à défaut de paiement d'une seule mensualité à son échéance, l'intégralité des sommes restant dues deviendra immédiatement exigible avec toutes conséquences de droit.

REJETTE toutes les autres demandes des parties

CONDAMNE le fournisseur Y. aux entiers frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé le jour, mois et an que dessus.

Le Greffier,



Le Juge de proximité,



En conséquence, LA REPUBLIQUE FRANÇAISE mande et ordonne :
A tous les Huissiers de Justice sur ce requis, de mettre le
présent Jugement à exécution ; Aux Procureurs de La République
près les Tribunaux de Grande Instance d'y tenir la main ; A tous
Commandants et Officiers de La Force Publique de prêter main
forte lorsqu'ils seront légalement requis ; En foi de quoi,
la présente décision a été conforme à la minute a été signée,
scellée et enregistrée en Chef soussigné, le : 15 06 15

